

à notre pays des centaines de millions de dollars. Cela va beaucoup plus loin. Comme on l'a consigné au hansard cet après-midi, les cultivateurs de presque tous les pays du monde reçoivent pour leur blé des prix supérieurs à ceux que reçoit le cultivateur canadien. On nous dit que des millions de gens souffrent de la faim dans le monde, et pourtant nous avons des millions de boisseaux et de livres de denrées alimentaires excédentaires au Canada.

Je ne me propose pas, monsieur le président, de retarder l'adoption de ce crédit, mais je tiens à exhorter le Gouvernement à jeter un regard un peu plus perçant dans cette brume, à travers ce dédale, ou par-dessus ce manteau de béatitude où il semble s'être réfugié, faute de quoi ce manteau deviendra son linceul avant qu'il n'ait achevé son temps. Nous sommes dès maintenant à la veille de nouvelles conditions au Canada si nous n'exerçons pas plus de prudence et ne nous soucions pas davantage d'une saine politique agricole. Nous ne pouvons pas continuer à avoir une balance commerciale toujours plus déficitaire comme celle qui prend actuellement de l'ampleur. On nous chante sur tous les tons que le revenu du cultivateur a baissé de 17 p. 100 une année, et encore de 12 p. 100 une autre année et ainsi de suite. De fait, le revenu des cultivateurs a baissé beaucoup plus que celui de n'importe quel autre des secteurs de l'activité au Canada.

L'agriculture ne participe pas à la hausse des prix, des salaires, de la prospérité générale des dernières années. Au fait, les vendeurs d'automobiles commencent à s'inquiéter; les vendeurs d'instruments aratoires sont déjà inquiets; le cultivateur lui-même s'inquiète, comme d'ailleurs son épouse ainsi que les jeunes gens de l'un ou l'autre sexe qui fréquentent l'université, parce que le cultivateur a de lourds frais généraux et que l'écart entre le prix de revient et le prix de vente de ses produits est peu prononcé. Il est pris dans un étau; il se trouve dans une situation très critique.

L'avenir de l'agriculture canadienne, tout comme celui de nos autres industries, est généralement brillant, si notre politique fiscale est saine. Je préviens le Gouvernement que sauf s'il change d'attitude, l'agriculture pourra traverser des périodes fort critiques. Vous savez très bien, monsieur le président, que si l'agriculture fait face à des difficultés et que si cet état de choses empire, alors le marchand, le fabricant, le vendeur, l'ouvrier, écopent tout comme ils ont écopé chaque fois que l'agriculture a connu le marasme, sinon la crise.

J'engage le Gouvernement à reconsidérer cette balance commerciale défavorable. De

[L'hon. M. Rowe.]

fait, il devrait l'étudier tous les soirs avant le coucher, car elle est de plus en plus défavorable. Je le répète, il ne devrait pas avoir honte d'adopter certaines de ces vieilles théories poussiéreuses qu'on a appliquées par le passé, même si cela entraînait l'établissement d'un tarif de douane protecteur. Nous avons beaucoup entendu parler des droits douaniers qui frappent les dindons, les pommes de terre, les fruits et les légumes importés au Canada. D'importantes sommes sont placées dans toutes ces industries au Canada. Dans tout notre pays, des gens se livrent depuis quinze ans à l'élevage des dindons, secteur agricole dont ils dépendent entièrement. Nous en avons d'autres, dont beaucoup de mes commettants, qui tirent leur revenu de la culture des fruits et des légumes. D'autres encore s'occupent de la production des viandes.

Le ministre de l'Agriculture sait parfaitement et je sais que tous les députés, même ceux des provinces de l'Ouest, s'aperçoivent maintenant qu'ils diversifient leur industrie, que la culture mixte est d'un précieux secours. Si nous pouvons utiliser une plus grande partie de nos céréales à l'alimentation des bestiaux, diversifier notre production et accroître notre population, agrandissant ainsi nos marchés nationaux, si, en outre, nous avons des mesures fiscales judicieuses, nous aurons le meilleur débouché pour les denrées agricoles.

Ce marché a toujours été le meilleur. Le marché anglais a toujours été le meilleur après le nôtre. Le marché américain a toujours été le plus douteux, le plus dangereux et le plus imprévisible. Le seul débouché où nous achetons régulièrement afin d'y vendre est celui des États-Unis et nous y achetons plus que nous n'y vendons. Le marché le meilleur après le nôtre a été perdu, comme le même parti l'a laissé se perdre de 1921 à 1930. Le meilleur de tous est celui auquel on songe le moins et celui qui reçoit le moins d'aide par suite de l'absence de politique fiscale et d'une mauvaise politique générale en ce qui concerne l'ensemble de notre situation commerciale.

M. Jones: Avant qu'on adopte le projet de résolution, je voudrais formuler une ou deux observations. D'abord, le dernier préopinant affirme que, s'ils recouraient à la culture mixte, les agriculteurs se sortiraient d'embaras. D'une façon générale, c'est peut-être vrai, mais pas dans ma circonscription. Ce serait impossible parce que leur genre de culture n'est pas alternatif. Les arbres, une fois plantés, restent en place 10, 20 ou 30 ans. Il est donc difficile, sinon impossible, de varier les cultures.